

## **Le Luxembourg désigne l'Agape pour inventorier le schéma territorial de la Grande Région**

by Correspondances lorraines - vendredi, janvier 15, 2016

<http://correspondances.fr/le-luxembourg-designe-lagape-pour-inventorier-le-schema-territorial-de-la-grande-region/>

**Missionné par les partenaires de la Grande Région, le ministère du Développement durable et des infrastructures du Luxembourg a désigné un pool d'agences d'urbanisme transfrontalier pour synthétiser et analyser les documents de planification de la Grande Région. Mandataire du groupement, l'agence d'urbanisme nord-lorrain Agape contribuera à valider la feuille de route du schéma de développement territorial d'un espace frontalier englobant la Lorraine, le Luxembourg, la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et la Wallonie.**

Finalisé en décembre 2010, le programme européen Metroborder, dédié aux régions métropolitaines polycentriques transfrontalières, ne sera pas resté lettre morte. Ses conclusions ont engendré le projet de schéma de développement territorial Grande Région (SDT-GR). Ce processus continu s'étend de janvier 2014 à décembre 2018 et vise à renforcer le potentiel métropolitain d'un espace central comprenant Luxembourg, Metz, Nancy, Sarrebruck, Sarreguemines, Trèves et Kaiserslautern.

Pilote du projet depuis son lancement, le comité de coordination du développement territorial a mené par ses propres moyens une étude répertoriant dix projets de transport prioritaires, puis a confié en 2014 à l'institut luxembourgeois Ceps Instead - transformé depuis en Luxembourg institute of socio-economic research (Liser) - une étude sur le volet économique du schéma de développement territorial. Fin 2015, un deuxième appel d'offres a attribué au groupement transfrontalier constitué des agences d'urbanisme nord-lorraine Agape (mandataire), messine Aguram et nancéienne Aduan, ainsi que la Mission opérationnelle transfrontalière et l'université de Kaiserslautern, un bilan et une analyse transversale de l'existant.

Les lauréats de cet appel d'offres d'un montant de 100 000 euros disposeront d'un an pour compiler et analyser 80 documents portant essentiellement sur l'éco-mobilité, l'évolution démographique et la promotion du territoire. Il leur appartiendra également de détecter d'éventuelles thématiques complémentaires pour affiner les ambitions d'une opération d'aménagement transfrontalière d'une ampleur inédite.